



MINISTÈRE DE LA DÉCENTRALISATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

CCFP

14 décembre 2015

***Débat annuel sur les orientations de la politique
des retraites dans la fonction publique***

***Introduction
1^{er} thème***



DGAFP
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Le débat annuel

- ❑ Art. 46 de la loi n° 2014-40 du 20 janvier 2014 garantissant l'avenir et la justice du système de retraites : « *Tous les ans, le Gouvernement organise avec les organisations syndicales de fonctionnaires, au sein du Conseil commun de la fonction publique, un débat sur les orientations de la politique des retraites dans la fonction publique.* »

- ❑ Un débat organisé à partir d'un des objectifs assignés au système de retraite par répartition par le législateur de 2014 (art. L. 111-2-1, II, du code de la sécurité sociale) :
 - **objectif de solidarité inter- et intra-générationnelle** (h/f, à l'égard des assurés à carrières incomplètes...)
 - **objectif de proportionnalité des pensions aux revenus d'activité**
 - **objectif de pérennité financière du système** (contributivité équitable inter- et intra-générationnelle, entre les assurés à niveaux de revenus différents...)
 - **objectif d'équité entre assurés** (h/f, intergénérationnel, inter-régimes...)

Les thèmes retenus pour 2015

- ❑ **La comparaison des assiettes et taux de liquidation et de cotisation entre les régimes des fonctionnaires et des salariés du secteur privé (1.)**
- ❑ **Une approche de l'équité inter-régimes au regard de l'impact des règles de décompte des périodes travaillées et des avantages familiaux sur la retraite des femmes (2.)**

Les thèmes retenus pour 2015

Une prudence requise dans la comparaison sous l'angle de l'équité :

« Apprécier l'équité des règles n'est toutefois pas aussi simple qu'on pourrait le penser. Cette problématique pose, au préalable, la question des normes d'équité à considérer, dans la mesure où la loi ne les explicite pas. Quoi qu'il en soit, la question ne peut se réduire à celle de l'identité ou de l'uniformité des règles, puisque des règles différentes n'impliquent pas nécessairement des inégalités de retraite, tandis qu'à l'inverse, des règles identiques appliquées à des publics différents ne sont pas une garantie d'équité. » (Lettre du COR n° 12 de septembre 2015).

1^{er} thème

1.

La comparaison des assiettes et taux de liquidation et de cotisation entre les régimes des fonctionnaires et des salariés du secteur privé

La comparaison des assiettes et taux de liquidation et de cotisation

Deux sous-thèmes :

- La comparaison des assiettes et taux de liquidation (1.1.)
- La comparaison des assiettes et taux de cotisation (1.2.)

1^{er} sous-thème

1.1.

La comparaison des assiettes et taux de liquidation

La comparaison des assiettes et taux de liquidation

Nature du régime obligatoire	Salariés du secteur privé	Fonctionnaires
Régime de base	Régime général	Régime du CPCMR et de la CNRACL = régimes « intégrés »
Régime complémentaire	AGIRC-ARRCO	
Régime additionnel	-	RAFP

La comparaison des assiettes et taux de liquidation

Paramètres	Régime général (régime de base)	Régimes des fonctionnaires (régimes intégrés)
Éléments de rémunération pris en compte dans l'assiette	Toutes rémunérations, sauf exceptions (participation, intéressement...)	Traitement indiciaire brut (TIB), hors primes et indemnités. Certains accessoires de traitement (NBI) et indemnités (indemnité de sujétions spéciales des policiers...).
Limite de prise en compte de ces éléments	Plafond de la sécurité sociale (3 170 € mensuels en 2015)	-
Détermination de l'assiette	Salaire annuel moyen (SAM) = moyenne des salaires annuels bruts revalorisés des 25 meilleures années	TIB cotisé détenu depuis au moins 6 mois au moment de la cessation des services (sinon TIB précédent)
Taux de liquidation appliqué à l'assiette	50 %	75 % (jusqu'à 80 % avec les bonifications)

La comparaison des assiettes et taux de liquidation

❑ Des assiettes calculées différemment :

• **AGIRC-ARRCO :**

Nombre de points acquis = cotisations annuelles x taux d'acquisition du point / valeur d'acquisition du point

• **RAFP :**

Nombre de points acquis = cotisations annuelles / valeur d'acquisition du point

❑ Des valeurs d'acquisition (VA) et de service (VS) des points différentes :

- **ARRCO :** 15,26 € (VA) = 1 point = 1,25 € (VS)
- **AGIRC :** 5,31 € (VA) = 1 point = 0,44 € (VS)
- **RAFP :** 1,15 € (VA) = 1 point = 0,045 € (VS)

❑ Une formule de calcul de la pension identique :

Pension = nombre de points acquis x valeur de service du point

La comparaison des assiettes et taux de liquidation

Une situation complexe, ne permettant pas de comparer isolément chaque paramètre, qui nécessite de recourir à des indicateurs de comparaison (travaux du COR, partiellement repris par le décret n° 2014-654 du 20 juin 2014), parmi lesquels :

- la pension mensuelle moyenne,
- le taux de remplacement à la liquidation.

La comparaison des assiettes et taux de liquidation

La pension moyenne : des différences non négligeables dans les niveaux moyens de pension

	Régimes de salariés du privé (CNAV, MSA salariés, ARRCO, AGIRC)	Régimes de fonctionnaires (SRE, CNRACL) (hors RAFP)
<p>Pension mensuelle moyenne en 2013 (pension de droit direct brute, tous régimes)</p> <p><i>(Source : DREES => lettre du COR n° 12 de septembre 2015)</i></p>	<p><u>Tous retraités de droit direct :</u> 1 190 €/mois lorsque le régime principal est un régime de salarié du privé</p> <p><u>Mono-pensionnés à carrière complète :</u> 1 760 €/mois au régime général ; 1 710 €/mois à la MSA salariés</p>	<p><u>Tous retraités de droit direct :</u> 1 900 €/mois lorsque le régime principal est un régime de fonctionnaire</p> <p><u>Mono-pensionnés à carrière complète :</u> 2 510 €/mois pour les fonctionnaires civils de l'Etat, 1 830 €/mois pour les fonctionnaires territoriaux et hospitaliers</p>

La comparaison des assiettes et taux de liquidation

« Ces écarts traduisent avant tout le fait que les anciens fonctionnaires sont en moyenne plus qualifiés, et ont à ce titre perçu des salaires, et donc des pensions, plus élevés – en application du principe selon lequel « le système de retraite par répartition assure aux retraités le versement de pensions en rapport avec les revenus qu'ils ont tirés de leur activité » (II de l'article L. 111-2-1 CSS). » (Lettre du COR n° 12 de septembre 2015)

La comparaison des assiettes et taux de liquidation

Le taux de remplacement

Taux de remplacement à la liquidation (en % du salaire moyen des 5 dernières années à temps complet)	Régimes de salariés du privé (CNAV, MSA salariés, ARRCO, AGIRC)	Régimes de fonctionnaires (SRE, CNRACL)
<i>(Source : DREES => lettre du COR n° 12 de septembre 2015)</i>	75,2 % (valeur médiane parmi les salariés à carrière complète nés en 1946 et finissant leur carrière dans le secteur privé)	73,9 % (valeur médiane parmi les salariés à carrière complète nés en 1946 et finissant leur carrière dans le secteur public)

La comparaison des assiettes et taux de liquidation

Le COR précise que, « *là encore, cet écart ne peut pas s'interpréter comme une preuve que les règles seraient moins généreuses dans les régimes de fonctionnaires. Le système de retraite réalise en effet des redistributions au bénéfice des moins aisés, qui se traduisent notamment par des taux de remplacement plus élevés pour les personnes à plus bas salaire, lesquelles sont plus fréquentes parmi les salariés du secteur privé que parmi les fonctionnaires.* » (Lettre du COR n° 12 de septembre 2015)

La comparaison des assiettes et taux de liquidation

L'application simulée des règles du privé aux fonctionnaires fait des gagnants et des perdants.

Taux de remplacement net à la liquidation selon les règles de retraite appliquées pour les cas types de fonctionnaires du COR, à salaires nets identiques à tous âges (simulations pour la génération née en 1960, en cas de départ au taux plein sans décote ni surcote) (*Source : lettre du COR n° 12 de septembre 2015*) :

Cas type	Règles Fonction publique	Règles CNAV-AGIRC-ARRCO		
		Taux de cotisation ARRCO et AGIRC <i>maximal</i>	Taux de cotisation ARRCO et AGIRC <i>minimal</i>	Taux de cotisation ARRCO et AGIRC <i>moyen</i>
Catégorie B (cas n° 5)	68 %	80 %	70 %	73 %
Enseignant (cas n° 6)	76 %	72 %	63 %	66 %
Cadre A+ (cas n° 7)	53 %	53 %	47 %	50 %

2nd sous-thème

1.2.

La comparaison des assiettes et taux de cotisation

La comparaison des assiettes et taux de cotisation

Régimes	Régime général (régime de base) (hors régimes complémentaires)	Régimes des fonctionnaires (régimes intégrés) (hors régime additionnel)
Éléments de rémunération pris en compte dans l'assiette	Toutes rémunérations, sauf exceptions (participation, intéressement...)	Traitement indiciaire brut (TIB), hors primes et indemnités. Les accessoires de pension et les indemnités donnant droit à un supplément de pension sont également cotisés (taux normal et/ou taux spécifique).
Plafonnement	Plafond de la sécurité sociale (pour une partie des cotisations seulement) (3 170 € mensuels en 2015)	-
Taux de cotisation appliqué à l'assiette (en 2015)	Salarial (S) = 6,85 % plafonnés et 0,30 % déplafonnés Patronal (P) = 8,50 % plafonnés et 1,80 % déplafonnés	S = 9,54 % P = 74,28 % (Etat) / 30,50 % (CNRACL)

La comparaison des assiettes et taux de cotisation

- **AGIRC-ARRCO (régimes complémentaires)**

Assiette : idem régime général

Taux :

ARRCO (cadres et non cadres)	Tranche 1 (jusqu'au plafond) : S = 3,10 %, P = 4,65 %	Tranche 2 (entre 1 et 3 fois le plafond) : S = 8,10 %, P = 12,15 %
AGIRC (cadres)	Tranche B (entre 1 et 4 fois le plafond) : S = 7,80 %, P = 12,75 %	Tranche C (entre 4 et 8 fois le plafond) : S = 7,80 %, P = 12,75 %
AGFF (cadres et non cadres)	Tranche 1 : S = 0,80 %, P = 1,20 %	Tranche 2 ou tranche B : S = 0,90 %, P = 1,30 %
CET (cadres)	Jusqu'à 8 fois le plafond : S = 0,13 %, P = 0,22 %	
APEC (cadres)	Jusqu'à 4 fois le plafond : S = 0,024 %, P = 0,036 %	

- **RAFP (régime additionnel)**

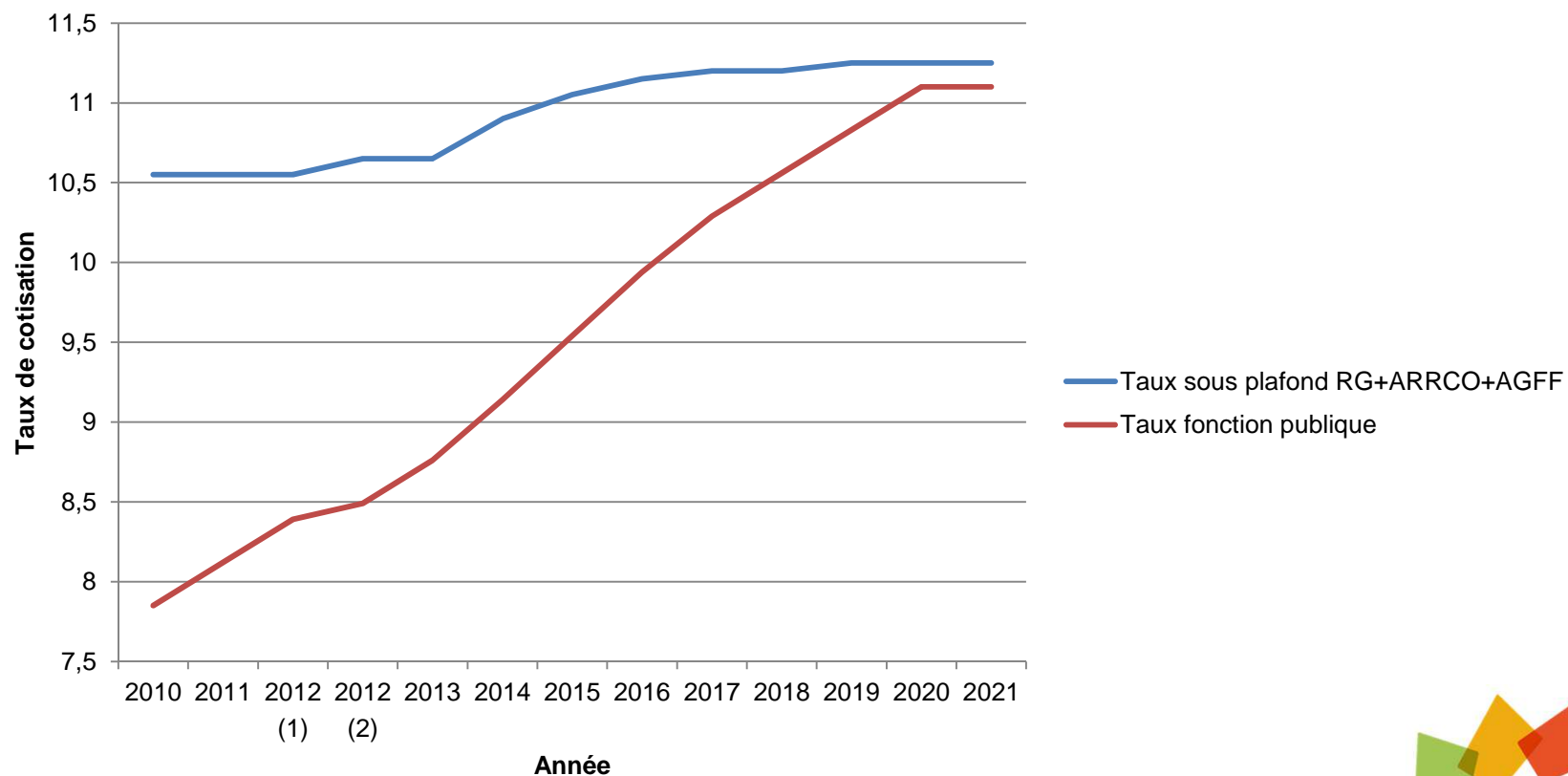
Assiette : primes et indemnités non prises en compte dans le régime intégré dans la limite de 20 % du TIB

Taux : S = 5 %, P = 5%

La comparaison des assiettes et taux de cotisation

Une dynamique de convergence du taux facial des cotisations salariales :

Evolution du taux des cotisations salariales des salariés (taux sous plafond) et des fonctionnaires



La comparaison des assiettes et taux de cotisation

Taux globaux (2015) :

Salariés du secteur privé	Fonctionnaires
<p><u>Taux salarial global :</u></p> <ul style="list-style-type: none">❑ sous plafond = 11,05 % (non cadres), 11,18 % (cadres)❑ au dessus du plafond = 9,3 % (non cadres), 9,13 % (cadres)	<p><u>Taux salarial global :</u></p> <ul style="list-style-type: none">❑ sur TIB = 9,54 %❑ sur primes = 5 %
<p><u>Taux patronal global :</u></p> <ul style="list-style-type: none">❑ sous plafond = 16,15 % (non cadres), 16,37 % (cadres)❑ au dessus du plafond = 15,25 % (non cadres), 16,07 % (cadres)	<p><u>Taux patronal global :</u></p> <ul style="list-style-type: none">❑ sur TIB = 74,28 % (Etat), 30,50 % (CNRACL)❑ sur primes = 5 %

La comparaison des assiettes et taux de cotisation

- ❑ Une situation complexe, ne permettant pas de comparer isolément chaque paramètre
- ❑ La nécessité de recourir à des indicateurs de comparaison (COR), tels que :
 - les taux de prélèvement d'équilibre

La comparaison des assiettes et taux de cotisation

Les taux de prélèvement d'équilibre

Ces taux consistent à estimer les taux de cotisation, assis sur l'ensemble des rémunérations « super-brutes » (= revenus bruts, y compris éléments accessoires et primes, + charges sociales patronales), qui permettraient de financer l'intégralité des dépenses de retraite en l'absence d'autres ressources et qui tiendraient compte du rapport démographique des régimes (pondération). Afin de raisonner sur un champ de dépenses homogènes pour le calcul de ces taux, les dépenses prises en compte sont expurgées des dépenses spécifiques (frais d'action sociale, coûts de gestion, compensation...).

Ces taux sont estimés en 2011 à :

- 18 % pour les salariés du secteur privé,
- 24 % pour la fonction publique de l'Etat,
- 27 % pour les fonctions publiques territoriale et hospitalière.